



STATUT D'OUVRIER D'ETAT : PIRE QUE PREVU...

Une nouvelle réunion concernant le contenu du statut d'ouvrier d'état se tiendra mardi 29 novembre au ministère sous la présidence de la DRH-MD. Cette réunion fait suite à celle du 4 novembre où l'administration avait présenté la feuille de route du ministre sur cette question. Pour rappel :

Fin des bordereaux de salaire ouvrier indexés sur l'indice de la métallurgie parisienne

4 mesures compensatoires principalement sur l'avancement (création de nouveaux groupes sommitaux, d'un échelon supplémentaire, calcul de la prime de rendement sur le 4^{ème} échelon du groupe détenu pour les OE étant au moins à cet échelon et intégration des groupes IVN et V en groupe VI).

C'est ce que le ministre appelle la modernisation et la consolidation de notre statut.

Lors de cette réunion du 4 novembre la CGT s'était fermement opposée à la mise à mort des décrets salariaux de 51 et 67 qui régissent nos salaires, et qui sont pour la CGT le socle du statut d'ouvrier d'état.

Pour ce qui concerne la réunion du 29 novembre, qui sert de préparation au comité technique du 9 décembre (où seront présentés les textes d'application) la DRH-MD a communiqué aux fédérations syndicales les projets de décrets et d'arrêtés sur le statut d'ouvrier d'Etat. Malheureusement le contenu est encore pire que les propositions de la DRH-MD lors de la réunion du 4 novembre. Jugez-en : Aux mesures précitées, il faut rajouter :

La confirmation de la fin des bordereaux de salaires ouvriers, remplacé par le point d'indice de la fonction publique mais aussi déclenchement des heures supplémentaires différé, mise en extinction de 54 professions, suppression du taux moyen de 16% de la prime de rendement, recrutements uniquement à la main des directions en excluant les organisations syndicales...

Pour la CGT, il s'agit de la mise à mort du statut d'ouvrier d'Etat. La riposte doit être à la hauteur de l'attaque. Déjà dans de nombreux établissements des actions se mettent en place en n'excluant personne. Le 29 novembre et le 9 décembre, la CGT exigera au préalable à toute discussion le maintien des BSO. Hors de question d'accepter le chantage de Le Drian sur nos statuts.

Le 29 novembre et au-delà, la CGT appelle par tous les moyens y compris la grève à résister à ce coup de force. Après la suppression de 34 000 postes au MINDEF, le gel de nos salaires pendant 6 ans, des externalisations massives, la privatisation d'une partie de nos industries de défense, ne laissons pas Le Drian casser nos statuts.

Tous dans l'action unitaire pour la défense de nos statuts.